

Initiatives ministérielles

Il y a un bilan à dresser de ce qui se passe aujourd'hui. On ne peut pas fermer les yeux constamment et dire qu'un rapport statistique quelconque nous dit qu'on est le meilleur pays au monde. Ce n'est pas vrai qu'il faut se réfugier derrière cela.

J'ai étudié dans une école d'administration et on étudiait des cas, des cas problèmes, et la façon de les régler. La première phase d'un bon diagnostic, et c'est comme cela dans nos vies personnelles, et c'est toujours comme ça, c'est d'admettre le problème. Quand j'ai en face de moi des gens qui n'admettent pas les problèmes, et certains problèmes évidents, le problème devient encore plus grave. Je crois que les gens n'ont pas de raison d'être rassurés, même si on dit qu'on fera à l'avenir des ententes administratives ou toute autre chose pour améliorer le régime, quand on n'a pas changé les règles à la base, on va toujours avoir des problèmes.

On a banalisé un mot important au Canada, c'est dommage, le mot «constitution». Les constitutions, ce sont les règles du jeu. Si on s'assoit avec quelques personnes pour faire un jeu de société, la première chose est de s'entendre sur les règles et après on joue. Si, en cours de route, on commence à dire: Ah, ces règles-là, on ne peut pas s'entendre sur leur interprétation, on va avoir des problèmes. C'est ce qu'on a actuellement avec notre Constitution canadienne. On ne s'entend pas sur les règles du jeu et on ne les redéfinit pas. Cela crée beaucoup de problèmes. On a essayé de les modifier avec le temps et cela a été échec par-dessus échec.

Un pays qui a peur de parler de sa constitution est un pays malade. Un pays dont le premier ministre a honte de prononcer le mot constitution et qui n'en est pas fier est un pays qui a des problèmes. Et c'est le cas du Canada actuellement. On ne peut pas en parler. On en a honte. On en a honte, parce qu'il s'est passé des choses dans le passé auxquelles on ne veut pas faire référence.

Après cette parenthèse, je reviens au projet de loi actuellement devant nous, lequel on ne peut appuyer à l'égard de la taxe sur l'essence qui a fait augmenter le prix de l'essence de 1,5c. le litre dans le dernier budget. Comme ces taxes-là ne sont souvent pas visibles, on a tendance à les oublier. On les oublie pendant un jour ou deux et c'est l'occasion pour moi de rappeler à ceux qui nous écoutent qu'ils n'oublient pas qu'ils paient 1,5c. le litre de plus maintenant, dans ces derniers mois, à cause du gouvernement fédéral et de son dernier budget pour ramasser 500 millions de dollars.

Les gens sont capables d'accepter que le gouvernement puisse ramasser davantage de revenu dans la mesure où il contrôle mieux ses dépenses. Mais cela devient agaçant pour les gens de voir qu'ils fournissent de plus en plus d'argent au gouvernement et qu'on n'a pas nécessairement de très très bons résultats quant à l'endettement.

Cette année, on a beau s'amuser à dire: C'est vrai que le ministre des Finances va probablement atteindre ses prévisions de déficit aux alentours de 32 milliards, il n'en reste pas moins qu'on a un déficit de 32 milliards cette année.

La situation économique devant nous, avec la possibilité d'un ralentissement économique, pas nécessairement en fin d'année mais l'an prochain aux États-Unis, qui risque de nous atteindre ici aussi, il n'est pas évident que nous serons encore sur la bonne

piste avec nos finances publiques. Les conservateurs avaient ramené le déficit à un niveau assez acceptable, mais dès qu'est arrivée la récession, c'est un peu comme quelque chose qu'on essaie de compresser mais qui nous échappe à la dernière minute et qui ressort de la boîte comme une mauvaise surprise.

J'ai l'impression que c'est la même chose qui se passe actuellement et quand la surprise sort, chaque fois qu'elle sort, elle devient de plus en plus haute. On est rendu à un niveau de déficit extrêmement élevé.

Il n'est donc pas question d'appuyer des mesures qui visent à augmenter les revenus du gouvernement, quand il a encore beaucoup de ménage à faire du côté de ses dépenses.

Je conclus en rappelant au gouvernement ses engagements de faire une réforme de la TPS. On trouvait que c'était un élément à la miette, on voulait regarder cela dans l'ensemble du système fiscal, on avait offert notre collaboration et ils l'ont refusée. On a étudié la TPS à la loupe en comité. Des recommandations ont été faites et le gouvernement n'y a jamais donné suite, particulièrement celles du Bloc québécois qui étaient les meilleures dans ce rapport. Le premier ministre a lui-même écarté celles recommandées par la majorité libérale le lendemain du dépôt du rapport.

• (1700)

Donc ils ont des engagements, ils disent que ce sont des gens de parole qui s'occupent des vrais problèmes et qu'ils s'en préoccupent. Ils ont dit pendant la campagne électorale qu'ils allaient modifier cette taxe. On attend toujours la suite et on a hâte de la voir.

La ministre de la Santé, qui a été elle-même au Comité des finances à l'époque, doit très bien connaître la situation de cette taxe. Ils ont dû l'étudier au moment où elle a été introduite. Il est temps qu'ils passent à l'action et qu'ils arrêtent de se cacher derrière toutes sortes d'illusions qu'ils donnent à la population pour dire qu'ils s'attaquent aux vrais problèmes, quand en réalité il ne se passe pas beaucoup de choses dans cette Chambre, à part l'agenda législatif qui traîne et qu'on doit adopter. Les vraies choses doivent être mises sur la table pour voir ce qu'ils ont vraiment à offrir à la population et on sera en mesure de faire des choses beaucoup plus éclairées.

[Traduction]

M. Jim Silye (Calgary-Centre, Réf.): Monsieur le Président, avant de commencer mon intervention sur le projet de loi C-90, je vais commenter ce que le député de Témiscamingue a dit sur les promesses rompues. Je sais que le gouvernement a promis d'abolir la TPS, mais il ne le fera pas. La vice-première ministre avait promis de démissionner si le gouvernement n'abolissait pas cette taxe, mais elle est toujours ici et elle ne démissionnera pas. Ce sont là deux promesses rompues.

Le projet de loi C-90 est de nature fiscale, rien de plus, et il représente une lourde ponction qui ne fera que nuire à l'économie. Les libéraux ont fait beaucoup de beaux discours où ils disaient aux Canadiens qu'ils n'augmenteraient pas les impôts. Ils ont tenu leur promesse pour ce qui est de l'impôt sur le revenu des particuliers, mais il reste que le projet de loi C-90 va chercher l'argent directement dans les poches des contribuables.